



PROGRAMME
DÉFENSE,
STRATÉGIE,
ARMEMENT

Le « service militaire » : une passion française ?

Jean-Claude Allard / Chercheur associé à l'IRIS

Décembre 2025



PRÉSENTATION DE L'AUTEUR



Jean-Claude Allard / Chercheur associé à l'IRIS

Le Général Jean-Claude Allard est chercheur associé à l'IRIS. Ses principaux domaines d'expertise sont la politique de défense et de sécurité, les concepts opérationnels et l'emploi des forces, la gestion de crise, l'aéronautique militaire dans ses dimensions d'organisation et d'emploi opérationnel.

Diplômé de l'École supérieure de guerre et de l'Institut des Hautes Études de Défense nationale, Général de division, Jean-Claude Allard a occupé divers postes de responsabilité dans la chaîne opérationnelle interarmées.



PROGRAMME
**DÉFENSE,
STRATÉGIE,
ARMEMENT**

Le programme Défense, stratégie, armement, dirigé par **Maxime Cordet**, directeur de recherche à l'IRIS, a pour but d'éclairer les acteurs publics et privés français et européens sur les politiques et stratégies conduites dans le domaine de la défense. Le programme s'inscrit dans le domaine des études stratégiques pour étudier les fins (théories, visions, objectifs), les voies (conduite de la guerre, emploi des forces, opérations) et les moyens (capacités militaires, armement, industrie, financement, moyens humains). Il s'appuie notamment sur le réseau de chercheurs européens The Armament Industry European Research Group (Ares Group).

iris-france.org



@InstitutIRIS



@InstitutIRIS



institut_iris



IRIS



IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

UN CITOYEN SOLDAT POUR DÉFENDRE LA PATRIE

Le service militaire est une institution de la Révolution française créée par la loi Jourdan-Delbrel du 19 fructidor an VI (5 septembre 1798) qui énonce en son article premier « *Tout Français est soldat et se doit à la défense de la patrie* ». Le service militaire devient, pour la République, le principal mode de recrutement pour le service des armes, auquel s'ajoutent les engagements volontaires de longue durée destinés à fournir les cadres sous-officiers et officiers. La conscription permet ainsi de pallier les pertes de la guerre contre la Première coalition (1792-1797) et de se préparer à affronter le Deuxième coalition (1798-1802). Elle est abolie à la restauration par la Charte de 1814. Mais la loi Gouvion-Saint-Cyr, qui fixe le principe d'une armée de métier, ouvre néanmoins la possibilité de procéder à un tirage au sort pour compléter les effectifs. La troisième République, par la loi du 27 juillet 1872, fixe un service militaire long obligatoire, mais en réduit les effets sur le volume à encadrer, en conservant le principe du tirage au sort au prorata des besoins en effectifs.

Le service militaire de deux ans, obligatoire et égal pour tous les hommes, est fixé par la loi du 21 mars 1905, toujours complété par les engagements volontaires pour les cadres, avec notamment la sélection par concours pour les officiers. La durée est portée à trois ans en 1913, revient à un an en 1928 et remonte à deux ans en 1936 pour préparer la réponse à la « *montée des périls* ». Le 7 octobre 1946, le service militaire est réduit à un an puis monte à 18 mois le 30 novembre 1950. Pendant la guerre d'Algérie de 1954 à 1962, certains contingents sont maintenus sous les armes pendant 28 et même 30 mois. Progressivement, la durée du service militaire va décroître (16 mois en 1963 ; un an en 1970 ; 10 mois en 1992) jusqu'à être suspendu par la loi du 28 octobre 1997. Le 30 novembre 2001, les derniers appelés du service militaires sont libérés.

Tout au long de ces années, le service militaire était donc une institution de la République, et acceptée comme telle parce que la société était unie autour de valeurs collectives partagées : défense du patrimoine politique, culturel, économique, territorial en un mot le « patriotisme ». Dans son essai « *L'Armée nouvelle* », après une critique de l'armée pourtant issue de la conscription universelle par la loi de 1905 qu'il considère comme trop éloignée de la nation, Jaurès propose d'aller encore plus loin dans la symbiose armée nation affirmant que : « Il n'y a de défense nationale possible que si la Nation y participe de son esprit comme de son cœur ¹ ».

¹ Jean Jaurès, *L'Armée nouvelle*, (Imprimerie nationale : Paris, 1911) : 69. <https://gallica.bnf.fr/ark:/12148/bpt6k932623s/f71.item.texteImage.zoom> ; consulté le 28/11/2025.

UN SOLDAT PROFESSIONNEL POUR L'ACTION

Au-delà des oppositions politiques de l'époque, c'est bien toujours cette adhésion de la Nation à la défense qui est recherchée, et avant tout par les armées. Mais l'évolution de la société et le faux sentiment d'éloignement des périls pendant la guerre froide introduisent une certaine indifférence aux questions de défense.

C'est d'abord la montée de l'antimilitarisme dans les années 1970 qui affecte ce lien. Toutes les institutions régaliennes sont touchées par la contestation dans les années post 1968. Les cadres de l'armée, qui vivent par et pour la jeunesse appelée qui représente 63 % de leurs effectifs souffrent de cette situation. Elle atteint le cœur de leur mission alors qu'ils sentent toujours la prégnance de la menace soviétique qu'ignore une grande partie de la population. Les critiques sont nombreuses, passionnées, elles introduisent une opposition droite gauche, cette dernière pourtant favorable à une armée citoyenne n'est pas la moins virulente. Plusieurs réformes sont entreprises, avec notamment la création du « service national » avec une forme militaire et des formes civiles. Après l'espoir soulevé par les accords d'Helsinki (1975), la crise des euromissiles (1977-1987) débutée avec le déploiement de SS20 soviétiques en Europe, alarme enfin tous les partis politiques. Les partis de gauche arrivés au pouvoir en 1981 préparent une loi de programmation militaire 1984-1988 qui réduit marginalement les effectifs mais vise à moderniser les armées. Pierre Mauroy, déclare « Je suis certes le Premier Ministre du changement mais il y a au moins un point sur lequel la permanence s'impose : les impératifs de la défense ² ». Cette loi, approuvée par tous les partis³, établit : « La conscription demeurera la base du recrutement. Des aménagements y seront apportés pour améliorer la qualité et les modalités d'exécution du service militaire, dont la finalité est la participation des citoyens à la défense de la patrie. ⁴ »

Pour autant, le débat sur le service militaire et le modèle d'armée commencé au début des années 1970 perdure tout au long des trois décennies suivantes⁵. Le contexte géopolitique va accélérer les évolutions.

Tout d'abord, la chute de l'Union soviétique éloigne, temporairement, les dangers et le pouvoir politique veut encaisser les « *dividendes de la paix* » selon la formule du président de

² Pierre Mauroy, discours devant l'Institut des Hautes Études de la Défense Nationale, 14 septembre 1981, dans la *Revue Défense Nationale*, octobre 1981, p. 27 cité par Allard Jean-Claude, « La politique militaire de la France depuis 1977 devant le Parlement », Université de Nancy II, mai 1988.

³ Allard Jean-Claude, op. cit.

⁴ <https://www.legifrance.gouv.fr/download/securePrint?token=QV3zXFu@GvhVttRmsxsW&pagePdf=6>.

⁵ Pour des éléments d'information sur ce débat voir : Allard Jean-Claude, op. Cit. Pp 131-143

l'Assemblée nationale Laurent Fabius en 1990. Le budget de la défense passe de 3,46 % du PIB en 1970 à 2,49 % en 1995 pour s'établir à 1,91 % en 2024.

Par ailleurs, en 1991, le président Mitterrand décide d'engager la France dans la coalition conduite par les Américains contre l'Irak qui vient d'envahir le Koweït. Cette décision bouscule les attendus de la politique de défense française et met à nu des carences technologiques dans les équipements. Mais elle interroge aussi le modèle d'armée et son recrutement. La décision étant prise de ne pas engager les appelés, les armées doivent reconstituer des formations opérationnelles avec des professionnels en écrémant l'ensemble des unités⁶. Cette intervention occidentale, sous mandat ONU⁷, et la chute de l'Union soviétique ouvrent la longue séquence des interventions occidentales dans des actions militaires extérieures en soutien aux efforts de l'ONU pour préserver la stabilité.

Le système de la conscription, surtout avec un service ramené à dix mois ne permet pas à la France de disposer d'unités opérationnelles pour tenir les postes pendant la durée des mandats ONU de six mois. C'est pourquoi, il est institué en 1983 le volontariat service long (VSL)⁸ qui permet de rallonger le service jusqu'à 24 mois, et en 1991, le statut d'appelé volontaire pour l'action extérieure (AVAE) qui permet à ces VSL de participer aux nombreuses opérations extérieures⁹.

DÉGRADATION DE L'ACCEPTATION DE « L'IMPÔT DU TEMPS » JUSQU'À LA PERTE DU « LIEN ARMÉE-NATION » ?

La marche vers une armée professionnelle est la conséquence première des besoins opérationnels, dictés par la politique de défense : formation longue et coûteuse sur les matériels modernes ; priorité aux actions extérieures nécessitant réaction immédiate ;

⁶ Des norias aériennes sont même mises en place pour transporter des équipages sur les bateaux déjà engagés dans la zone et rapatrier les appelés qui y servaient.

⁷ Résolutions 677 et 678 du Conseil de Sécurité des Nations unies du 28 et 29 novembre 1990 :

<https://docs.un.org/fr/S/RES/678>

⁸ Jacques de La Hersière, « Armée de terre - Les « Volontaires service long » (VSL) - Exposition « 1916, année de Verdun » », *Revue Défense Nationale*, n° 475 (Avril 1987) : 157-160. <https://www.defnat.com/e-RDN/vue-article.php?carticle=14524&cidrevue=475#:~:text=L%27article%20L%2072%20du,%2C%20sous-officier%20ou%20officier>.

⁹ En 1993, 54 % du détachement français de la FINUL, 48 % au Cambodge, 40 % en ex-Yougoslavie et 24 % en Somalie sont des VSL/AVAE. La proportion de soldats professionnels étant insuffisante pour armer les contingents. « Aventure kaki Le nombre des appelés du contingent volontaires pour des actions extérieures a doublé depuis deux ans », *Le Monde*, 18 septembre 1993.

https://www.lemonde.fr/archives/article/1993/09/18/aventure-kaki-le-nombre-des-appelés-du-contingent-volontaires-pour-des-actions-extérieures-a-double-depuis-deux-ans_3936214_1819218.html

multiplication et complexité des cadres d'engagements exigeant des troupes disponibles, constamment entraînées et aguerries.

Il s'y rajoute la perception négative dans l'opinion publique de cet impôt du temps, très injustement réparti. En effet le service militaire n'est supporté que par une partie des jeunes garçons et entre en concurrence avec les autres formes du service national (emplois civils) jugés moins contraignants, voire avec l'exemption pure et simple.

Le modèle n'est plus tenable au regard des besoins des armées et de l'acceptation par la nation. Et, comme la préparation du passage à l'euro exige une réduction des déficits publics, l'occasion est à saisir. Le président Chirac prend la décision, en 1997, de suspendre le service militaire au sein du service national dont les formes civiles perdurent.

Pour les armées, la longue et douloureuse chute de ses crédits et de ses effectifs s'accélère. En 1968, les armées (Terre/Marine/Air) comptaient 507 000 militaires (tous grades confondus) dont 241 801 professionnels et 265 201 appelés¹⁰ ; en 1996, à la veille de la professionnalisation elles comptaient 388 655 militaires dont 205 756 professionnels et 182 899 appelés¹¹. En 2025, elles comptent seulement des professionnels, au nombre de 199 618, soit une perte de 6 138 par rapport à leur volume dans l'armée de « conscription » de 1996 et 42 183 par rapport à 1968. L'économie sur le coût des ressources humaines est au rendez-vous, mais au détriment des capacités, d'où la recherche de solutions palliatives.

En 1999¹², la loi organise les réserves : la réserve opérationnelle composée d'anciens militaires volontaires, la réserve citoyenne pour tous les autres réservistes. En 2025, la réserve opérationnelle affectée aux trois armées comprend 44 344 réservistes effectuant une moyenne de 35 jours de service par an.

Bien que la nécessité opérationnelle de disposer d'une armée professionnelle était reconnue par tous, c'est la modification du lien entre l'armée et la nation qui posait un problème. Cette transformation a fait l'objet de nombreux débats entre ceux qui veulent une armée professionnelle garantie d'efficacité ; ceux qui veulent préserver le lien service militaire et défense nationale par la conscription comme garantie d'une armée démocratique ; ceux qui acceptent la professionnalisation mais pondérée par la participation de conscrits (armée mixte). Les tenants de la première solution sont peu loquaces et peu nombreux, ils savent que

¹⁰ Légifrance.gouv :

<https://www.legifrance.gouv.fr/download/securePrint?token=Zpqs2dGojEO9ib84wg9z&pagePdf=6>

¹¹ Légifrance.gouv : <https://www.legifrance.gouv.fr/download/securePrint?token=6TGYet3dSmPrJ20@YMTh>

¹² LOI no 99-894 du 22 octobre 1999 portant organisation de la réserve militaire et du service de défense (1), Légifrance.gouv : <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000000579308>

l'armée professionnelle ou armée de métier, effraye une nation fondée sur le mythe du soldat citoyen. Le débat tourne donc essentiellement sur les solutions à adopter pour continuer à associer la nation à l'idée de défense et à conserver l'armée au cœur de la nation.

L'amiral Lanxade, ancien CEMA, expose le risque, avec une armée professionnelle, d'une sorte d'isolement de l'institution militaire au sein de la société nationale, avec pour corollaire la crainte que les militaires ne sentent pas soutenus par la nation lorsqu'ils auront à « payer le prix du sang ¹³ ». Au final, le service militaire est suspendu et il est décidé de tenter de maintenir ce lien par une « journée d'appel de préparation à la défense » (JAPD) instituée pour tous les jeunes (filles et garçons) afin de leur expliquer les enjeux de la défense et d'attirer certains vers le métier militaire.

L'ARMÉE, PILIER PORTEUR DE LA NATION ?

Mais le contexte continue à évoluer. L'environnement international est perçu, à juste titre, comme de plus en plus menaçant par le monde occidental, jusqu'au séisme de la guerre en Ukraine. En France même, les valeurs sociétales collectives s'estompent au profit d'un patchwork de valeurs mêlant individualisme, universalisme, communautarisme ; l'économie se délite avec de profondes conséquences sur l'emploi ; l'insécurité s'enkyste profondément sous la forme du narcotrafic, du grand banditisme, des attentats islamistes, de la délinquance quotidienne. Bref, il faut circonvenir la peur, mauvaise conseillère comme l'on sait.

L'armée de métier, n'est plus considérée comme une garde prétorienne mais un pilier porteur. Elle est requise pour parler à la jeunesse : Trinômes académiques ; journée d'appel de préparation à la défense ; instauration en 2015 du service militaire volontaire¹⁴ (centre de formation professionnelle et « tremplin pour l'emploi ») ; parcours citoyen ; EPIDE ; cadets défense et cadets de la République ; garde nationale ; etc.

Elle est requise pour contribuer à la sécurité intérieure depuis 1986 à travers les opérations VIGIPIRATE puis Sentinelle (15 000 soldats), les opérations de lutte contre l'orpaillage, le narcotrafic maritime, etc. Et ceci sans compter les demandes d'élus, refusées, pour sécuriser leurs villes.

¹³ Jacques Lanxade, « De la conscription à l'armée professionnelle », revue Études, Tome 402 (2005/3) : 321-331.

¹⁴ Site du Service militaire volontaire, ministère des Armées et des Anciens combattants. <https://www.le-smv.gouv.fr>

Elle est requise pour remplir ses missions premières de sécurité extérieure et de garante des traités (Afrique, ONU, OTAN). La mission de solidarité incluse dans le traité de Washington implique, en raison des menaces qui pèsent aujourd'hui sur l'OTAN, de disposer de capacités militaires significatives et d'une détermination sans faille de la Nation à les alimenter et les soutenir en agissant dans tous les domaines de ce que l'ordonnance de 1959 appelle la « Défense globale ».

Bref, le politique fait le constat d'une montée multiforme des périls et assume la nécessité de les anticiper et même plus de les dissuader. L'armée a, pour sa part, intériorisé cette mission par la formule « gagner la guerre avant la guerre ». Reste à prendre les décisions politiques propres à renforcer la dissuasion, comprise ici hors du champ nucléaire, mais dans les champs de la défense globale.

LE PROJET D'UN SERVICE MILITAIRE VOLONTAIRE : RETOUR AU CITOYEN-SOLDAT ET AU POLITIQUE-CITOYEN ?

Dans la tradition politique républicaine, une défense globale dissuasive implique un engagement de tous dans tous les secteurs d'activités, une nation en arme, au propre comme au figuré. Le projet de service militaire volontaire semble ainsi répondre à deux objectifs : d'une part renforcer le lien armée nation, d'autre part augmenter les effectifs des armées. Ce qui est positif. Pour sa pleine réussite une attention particulière doit être portée sur des sujets majeurs :

Pour le lien armée nation, notons que le taux de satisfaction des Français dans leur armée est de 75% et de 16 % dans leurs partis politiques

¹⁵. Au regard de la trilogie de Clausewitz, politique-peuple-armée, c'est le lien politique-peuple qui est abîmé alors que le lien armée-nation a toujours été stable à ce haut niveau depuis la réforme de 1997. Par ailleurs, l'affirmation de la menace russe pour provoquer un sursaut moral, conduit à une nation apeurée et déboussolée par les polémiques. La résilience de la Nation se construit non contre un ennemi mais pour sa volonté de défendre un héritage, un

¹⁵ « En qu[o]i les Français ont-ils confiance aujourd'hui ? - Le baromètre de la confiance politique », Sciences Po, février 2025.

https://www.sciencespo.fr/cevipof/sites/sciencespo.fr.cevipof/files/Barometre%20confiance%20CEVIPOF%20Vague%2016%20fev%202025-v2_0.pdf

bien commun, un patrimoine, en un mot dans le Patriotisme¹⁶. Et c'est le rôle du politique de le construire et par là de regagner la confiance de la nation.

Pour le renforcement des effectifs, la brièveté (10 mois), les restrictions d'engagement (territoire national uniquement), soit une armée territoriale, pèseront sur l'efficacité, restreindront les manœuvres défensives possibles et pourraient créer une armée à deux vitesses, entachant la cohésion. En outre, ce mode de recrutement « volontaire » pourrait concurrencer le recrutement de l'armée professionnelle et, dans l'exercice de ses missions, être redondante avec l'ensemble des forces de sécurité intérieure et leurs propres réserves. Il faut en suivre attentivement la montée en puissance et ses effets induits sur les capacités.

Ce projet doit être complété par un discours valorisant le patrimoine français à défendre, une politique globale le protégeant et le développant, conformément au deuxième objectif de la revue stratégique 2025 : « Une France unie et résiliente : contribuer au réarmement moral de la Nation pour faire face aux crises ». La défense de la France dépend autant de ses armes que de la conviction de ceux qui les portent et du soutien de ceux qu'ils protègent.

¹⁶ Doctrine défense gaullienne « tous azimuts »

L'expertise stratégique en toute indépendance



PROGRAMME
DÉFENSE,
STRATÉGIE,
ARMEMENT



2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France

+ 33 (0) 1 53 27 60 60

contact@iris-france.org

iris-france.org



L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, via son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'événements.